

# Rapport de synthèse de 3 ateliers (organisés par l'ICPA et la communauté de recherche en matière de politique agroalimentaire)

- Commerce, Mondialisation et Mutation des Marchés
- Environnement et Santé
- Environnement favorable (Innovation)

## Priorités de recherche en politiques publiques et un Nouveau processus d'engagement

Préparé par :

- John Cranfield, l'Université de Guelph
- Richard Gray, l'Université de la Saskatchewan
- Bruno Larue, l'Université Laval
- Tülay Yildirim, ICPA

septembre 2016

---

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires  
960, ave Carling, CEF  
Immeuble 49, bureau 318  
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593

[www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca)  
[info@capi-icpa.ca](mailto:info@capi-icpa.ca)



*Le contenu de ce document est la propriété de l'Institut canadien des politiques agroalimentaire.  
Les autres parties sont libres d'utiliser le contenu de ce document tant que l'ICPA est référencé.*

## I. INTRODUCTION

### Préambule

Le secteur agroalimentaire canadien jouit d'importants avantages naturels, sociaux et économiques et pourtant, comme dans bien d'autres pays, nous faisons face à d'importants défis ainsi qu'à de nouvelles occasions captivantes. Tout cela se manifeste au moment même où les attentes sociétales et l'intérêt marqué pour les aliments et les politiques alimentaires augmentent, sans compter la nécessité de s'ajuster à la mise en œuvre d'initiatives de libéralisation du commerce et de l'adoption possible de règlements plus contraignants en matière d'environnement. Pour faciliter l'accès au plein potentiel il nous faut élaborer de nouvelles idées et mettre à contribution les connaissances existantes grâce à des modes d'engagement novateurs, efficaces et systématiques afin de promouvoir l'innovation.

Afin de repenser le modèle d'engagement pour promouvoir un dialogue politique mieux réfléchi et le libellé plus précis d'enjeux clés, et pour faciliter l'engagement systématique du milieu universitaire dans des discussions de politiques publiques, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) a commandité 3 ateliers organisés conjointement avec le milieu universitaire de la recherche en politiques publiques. Les objectifs précis des ateliers étaient les suivants :

- Entreprendre un dialogue soutenu avec les spécialistes du milieu universitaire
- Identifier les enjeux/défis clés auxquels font face le secteur agricole et agroalimentaire et les conséquences de leurs politiques
- Procéder à l'élaboration d'un nouveau modèle d'engagement entre les universitaires, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), l'ICPA et un large éventail d'intervenants

La thématique des ateliers s'est inspirée du rapport de l'ICPA sur Le Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien tenu en novembre 2015 qui a interpellé les intervenants du milieu des politiques publiques au sujet de l'avenir de l'agroalimentaire canadien. Trois aires thématiques à l'intention des ateliers ont été identifiées :

1. Commerce, Mondialisation et Mutation des Marchés
2. Environnement et Santé
3. Environnement favorable (Innovation)

### Ce que nous avons appris

Les vecteurs clés du changement, y compris la croissance des populations et des revenus dans les économies émergentes, le changement climatique, la science et la technologie et la mondialisation ont tous des répercussions sur le secteur alimentaire suivant divers changements, dont l'évolution de la demande (à la fois qualitative et quantitative), de l'approvisionnement (évolution de l'avantage comparatif, nouvelles technologies, etc.) tout comme de celle des attentes des consommateurs et des sociétés à l'égard de l'environnement, des pratiques de production et de la qualité des aliments. Ces mutations entraînent d'excellentes occasions et aussi des défis importants pour le secteur agroalimentaire, susceptibles de soulever les questions suivantes :

- Quelles sont les implications des demandes accrues et du changement climatique pour l'industrie ; et que signifient-elles en termes de pression additionnelle sur les ressources mondiales ?

- Comment le Canada pourrait-il transformer les défis/menaces du changement climatique en occasions en misant sur l'abondance de ses ressources ? Quelle valeur attribuer à son capital naturel, notamment l'eau ?
- L'industrie agroalimentaire canadienne a-t-elle la capacité de tirer profit de ces occasions émergentes ? L'infrastructure du Canada est-elle à la hauteur du défi ?
- Disposons-nous du modèle organisationnel approprié en matière de systèmes innovants et des institutions adéquates pour gérer notre capital naturel afin d'en tirer les résultats optimaux ?

Pour que le Canada soit en mesure de tirer avantage de tous ces changements, il nous faut des réponses réfléchies aux questions suivantes :

- Quelles sont les connaissances et les données (sans doute nouvelles) nécessaires ?
- De quels types d'institutions ou de changements institutionnels avons-nous besoin ? (par ex. les droits de propriété en matière hydrique, etc.)
- Que nous faut-il en termes de technologies et d'innovations sur les plans social et politique ?
- Quels seront les partenariats qui nous permettront d'engendrer des réponses opportunes en termes de politiques publiques pertinentes ?

## II. PRIORITÉS DE LA RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

Ces questions circonscrivent l'espace politique illustré au tableau 1. Au fil des ateliers, les rapports entre les trois aires thématiques se sont précisés, tout comme les occasions d'engagement.

Chacun des ateliers a produit une liste d'importants enjeux de recherche en politiques publiques (une liste complète figure à l'Annexe 2, seulement disponible dans la version anglaise). Ces enjeux pourraient être regroupés, dont ceux qui sont particuliers à une aire donnée d'enjeux, et qui pourraient être traités tels des « enjeux sans lien aux autres » (encadrés ovales), et ceux qui relient entre eux des aires d'enjeux (encadrés rectangulaires).

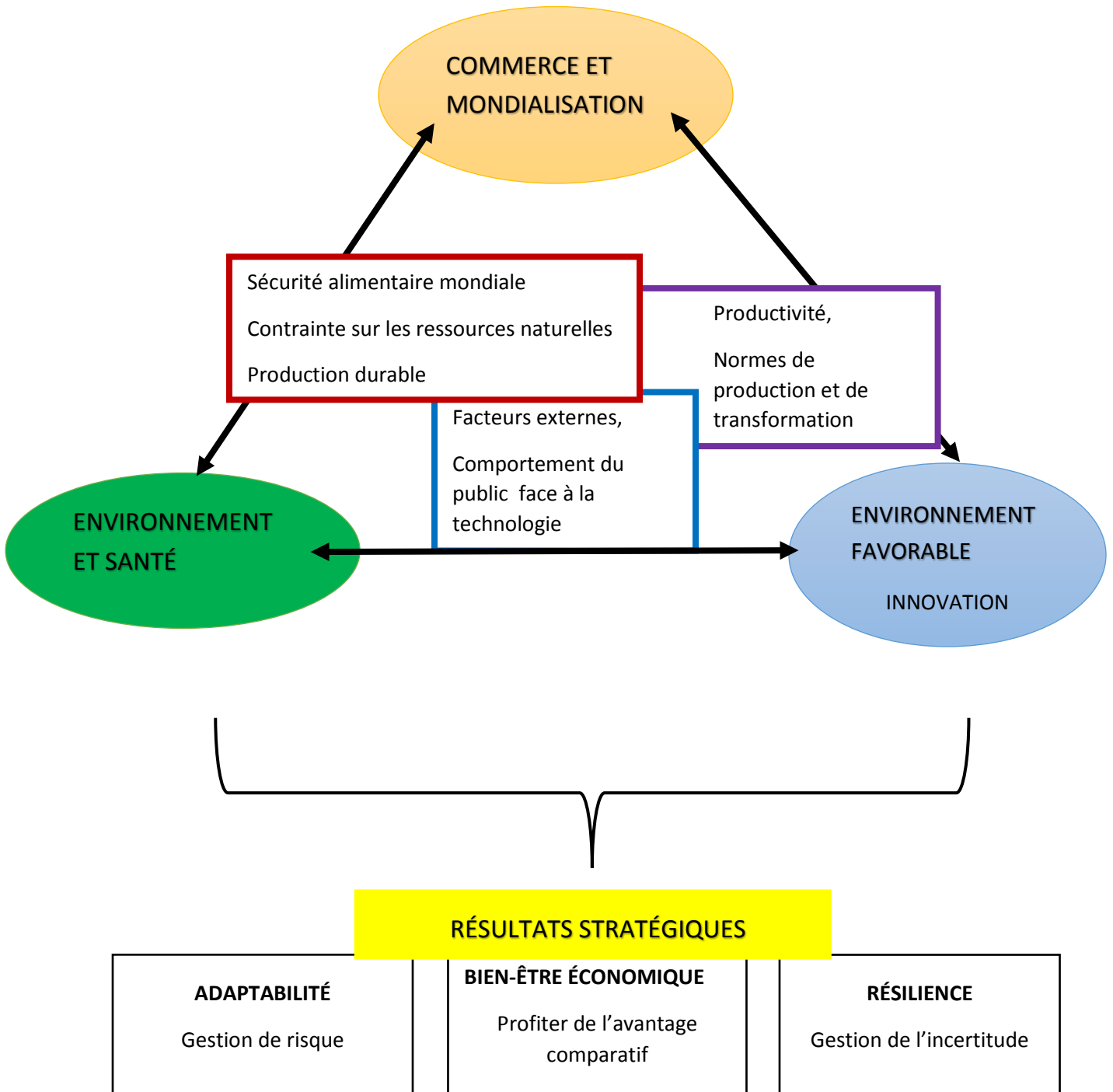
Les enjeux de recherche dans les encadrés se chevauchant sont des enjeux stratégiques interdépendants qui doivent être examinés régulièrement et tenus à jour de façon à créer des occasions, et de soutenir le besoin d'engagement renouvelé pouvant se concrétiser par des exercices de prévoyance et de scans environnementaux. De même, la synthèse de résultats de recherche interdépendants pouvant contribuer à l'orientation des politiques gouvernementales et stratégies de l'industrie, conçues pour atteindre les résultats stratégiques <sup>1</sup>, devra être transmise à l'auditoire le plus vaste, suscitant ainsi le besoin d'un engagement renouvelé.

Une préoccupation d'intérêt commun dans tous les ateliers était le besoin de « partager les données et outils » et d'investiguer les approches dites « open source ». Ce désir ouvre la voie à différents types de collaboration entre les membres du milieu de la recherche en politiques publiques et accroît lui aussi le besoin d'un engagement renouvelé.

---

<sup>1</sup> Les résultats stratégiques du secteur agroalimentaire canadien attendus dans tous les ateliers étaient la compétitivité améliorée, l'adaptabilité et la résilience dans la prestation de biens et services publics et privés.

**Tableau 1: Aire des politiques publiques**



### Environnement et Santé

- Impact du changement climatique sur la capacité de production et la santé humaine
- Coûts et occasions associés à la tarification du carbone ou réglementation des émissions
- Mesure et évaluation du capital naturel

### Commerce et Mondialisation

- Impacts de divers accords commerciaux
- Impacts des subventions et règlements sur les partenaires commerciaux
- Capacité d'accéder aux marchés

## INTERACTIONS 1

### Interactions du Commerce et de l'Environnement :

- La nature, le lieu et le volume de la demande alimentaire mondiale évoluent alors que le changement climatique perturbe les modèles de production, ce qui a pour effet d'augmenter la pression sur l'infrastructure et le capital naturel de pays exportateurs comme le Canada. Comment le Canada pourrait-il profiter de cette situation ?
- Les nouvelles technologies présentent de possibles solutions pouvant résoudre les enjeux de sécurité alimentaire mondiaux. Toutefois, le désaveu public des nouvelles technologies et produits devient, de facto, une barrière commerciale. L'harmonisation des normes de tous les pays pourrait-elle remédier à la situation ?
- Comment l'épuisement des ressources hydriques, de l'habitat faunique, de la biodiversité et autres formes de capital naturel peut-il être mieux géré dans un environnement commercial mondial ?
- Quant aux processus de production, comment la révolution émergente des métadonnées créera-t-elle de nouvelles façons de faire le suivi et de répondre aux demandes de transparence, surtout en matière de qualité nutritionnelle des aliments et de durabilité de l'environnement, et comment rendra-t-elle inévitable la restructuration des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale ?

**Commerce et Mondialisation :**

- Impacts de divers accords commerciaux
- Impacts des subventions et règlements sur les partenaires commerciaux
- Capacité d'accéder aux marchés

**Innovation :**

- Mesures de la productivité et données
- Niveaux de financement et modèles d'innovation au Canada
- Modèles de l'organisation de l'innovation
- Rôles des secteurs publique, privé et des ONG en innovation

**INTERACTIONS 2**

**Interactions du Commerce et de l'Innovation :**

- L'innovation est essentielle à l'amélioration de la productivité et de l'avantage comparatif. Elle sert aussi à créer de nouveaux produits dotés d'un éventail d'attributs susceptibles, en principe, d'accroître la compétitivité. Toutefois, de nouveaux produits et processus de production peuvent devenir autant de nouvelles barrières techniques au commerce. Quelles sont les approches appropriées à la réglementation mondiale afin d'éviter ces types de barrières au commerce ?
- Le désaveu de la technologie (audit social) est un phénomène émergent dans certains segments de consommateurs et groupes de la société civile. Quelles sont les stratégies derrière une approche peaufinée pour présenter un nouveau produit ou de nouveaux processus de production ? Quels sont les impératifs nécessaires à l'élaboration de systèmes réglementaires flexibles ? Comment peut-on faciliter le commerce dans un tel environnement ?
- La disponibilité de 'métadonnées' permettra-t-elle aux entreprises de présenter de nouveaux produits dans certains créneaux de marchés ?

**Innovation :**

- Mesures et données de productivité
- Taux et modèles de financement de l'innovation au Canada
- Modèles de l'organisation de l'innovation
- Rôle des secteurs public, privé et des ONG en innovation

**Environnement et Santé :**

- Impact du changement climatique (CC) sur la capacité de production et la santé humaine
- Coûts et occasions associés à la tarification du carbone et la réglementation des émissions
- Mesure et évaluation du capital naturel

**INTERACTIONS 3**

**Interactions de l'Innovation et de l'Environnement :**

- Les innovations nécessaires à l'amélioration de l'environnement et de la santé humaine prennent de plus en plus d'importance, et cette tendance crée le besoin de contrer la méfiance du public à l'endroit de la technologie. Quels types d'innovation politique et institutionnelle sont-ils nécessaires pour gérer les facteurs externes et élaborer des approches stratégiques afin d'éliminer la méfiance du public et des consommateurs à l'égard des nouvelles technologies ?
- Quels seront les types d'innovation en matière d'outils de politiques publiques en agroenvironnement qui seront essentiels pour régler les facteurs externes et améliorer l'adaptabilité du secteur ?
- Quelles sont les données requises pour mesurer le capital naturel et son impact sur la productivité et le PIB ? Comment ces mesures pourraient-elle servir à orienter les priorités en R&D ?
- Quelles sont les conséquences de la révolution en métadonnées et de la capacité de segmentation des marchés sur la recherche en génomique ?



### III. UN NOUVEAU MODÈLE D'ENGAGEMENT

La poursuite de l'engagement entre les divers intervenants dans l'arène politique agroalimentaire est essentielle à la création d'un environnement propice à un processus de politiques publiques plus avisé. Au nombre des intervenants l'on compte les secteurs publique (gouvernements) et privé (entreprises, organismes de l'industrie), le milieu de la recherche en politiques publiques, les consommateurs, la société civile au sens large et les ONG. Pour assurer l'efficacité des interactions entre ces acteurs, celles-ci doivent être spontanées et refléter un ferme engagement quand des questions pressantes ou des occasions surviennent qui nécessitent des réponses opportunes.

Quelles sont les entraves à un dialogue systématique pluridisciplinaire entre plusieurs acteurs ? Il existe des rigidités institutionnelles inhérentes à toutes les parties concernées provenant surtout de la diversité de mandats, d'horizons de planification, de mesures incitatives et de clientèles. En conséquence, l'engagement est souvent très limité en termes de portée et de participation, et ce qui en reste est souvent de nature bilatérale et ad hoc. Afin d'éliminer ces rigidités et d'en arriver à un dialogue politique systématique et continu, il faut que l'engagement soit voulu et stratégique. Le nouveau modèle doit répondre aux trois questions liées aux priorités stratégiques présentées dans la section précédente :

- Comment maintenir à jour et assurer la pérennité des priorités stratégiques ?
- Comment assurer la production de résultats en recherche sur les enjeux prioritaires ?
- Comment synthétiser la recherche pour alimenter les politiques gouvernementales et les stratégies de l'industrie de façon à atteindre les Résultats stratégiques ?

Le Tableau 2 résume le processus et répond à ces questions en trois étapes : Détermination de priorités, Recherche en politiques, Synthèse du savoir et Mobilisation. Pour assurer la pérennité de ce processus, le côté droit du Tableau présente les éléments d'engagement correspondant à chacune des étapes du processus, soit les participants, le processus et les produits.

Le processus d'établissement des priorités génère des priorités stratégiques précises, telles que celles apparaissant dans les cadres de la carte de l'aire politique (par ex. productivité, sécurité alimentaire mondiale, etc.) Ces priorités stratégiques alimentent ensuite le processus de recherche grâce à un programme de recherche détaillé. Les résultats de la recherche sont ensuite transformés en une synthèse des connaissances et une mobilisation (SCM), soit l'étape où le savoir et les connaissances résultant de la recherche alimentent les résultats stratégiques dont l'adaptabilité, le bien-être économique et la résilience.

L'étape de « la détermination des priorités » profiterait de la participation de nombreux acteurs représentant les priorités et préoccupations des gouvernements et de l'industrie, combinant le savoir et l'information existante issus des milieux/réseaux de la recherche en politiques publiques, des gouvernements et de l'ICPA. Le processus de détermination des priorités pourrait se concrétiser en exercices de prévoyance, scans environnementaux ou de séances de remue-méninges en petits groupes, dont les résultats permettraient, d'abord et avant tout, une compréhension partagée des priorités stratégiques et d'un programme stratégique de recherche en politique.

Des chercheurs en politiques publiques issus du milieu universitaire et d'ailleurs pourraient mener la recherche sur les enjeux identifiés. Ce modèle ne présuppose pas la présence de réseaux du genre

ERCA. Par contre, les ressources pouvant être mises à la disposition des réseaux augmenteraient la capacité de recherche existante en créant des possibilités d'une collaboration plus rigoureuse dans tout le milieu universitaire afin d'assurer la production systématique de résultats de recherche sur les enjeux clés. Les réseaux pourraient aussi jouer un rôle important dans le partage et la sauvegarde de données et modèles, contribuant ainsi à la formation de personnel hautement qualifié (PHQ).

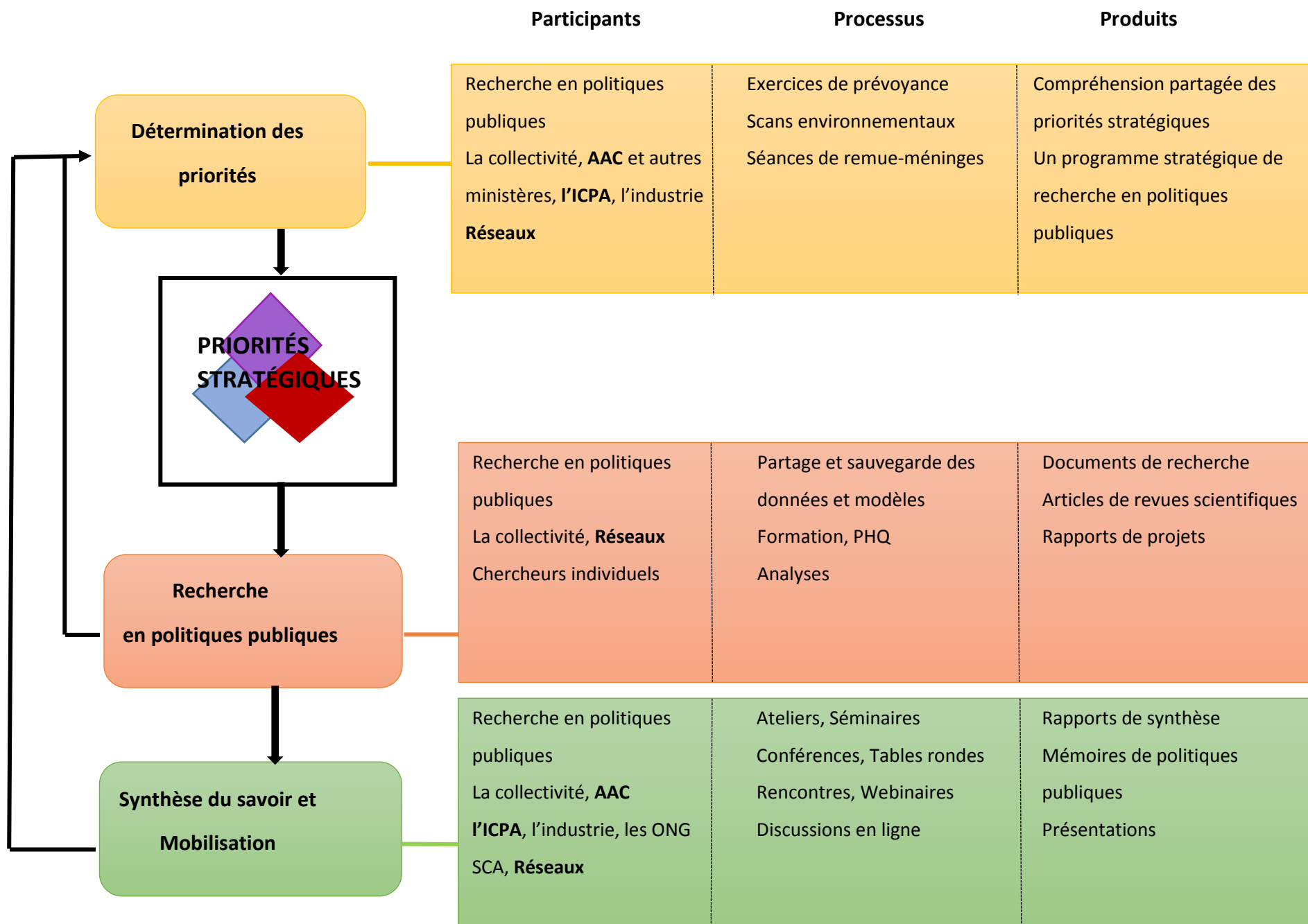
Les produits de l'étape de 'Recherche politique', dont des articles de revues, des rapports de projets, et des documents de recherche constitueraient d'importants intrants à l'étape de la 'Synthèse du savoir et de la Mobilisation'. Divers outils de diffusion, dont des méthodes de mobilisation du savoir telles des ateliers, séminaires, webinaires, conférences, etc. seront particulièrement utiles à l'étape de la SCM, qui inclurait la création de produits dérivés dont des documents de vulgarisation pour des auditoires moins avertis y compris le grand public, des analystes de politiques des gouvernements, des divers groupes de l'industrie et des ONG. Cette étape profiterait aussi d'un endroit neutre où discuter des résultats, et de divers autres événements dont des conférences, séminaires, événements en ligne et ateliers pouvant mener à la synthèse des analyses d'enjeux de première importance.

À ce jour, ce modèle offre une suite d'événements logique qui pourrait produire des résultats voulus permettant d'orienter les politiques sans reconnaître explicitement les ressources nécessaires à chacune des étapes. Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales (MAAARO), par exemple, investit présentement en recherche en politique par l'entremise d'un programme qui recrute des chercheurs universitaires. Le programme de recherche en agroalimentaire et affaires rurales du MAAARO s'intéresse à plusieurs aires thématiques y compris la 'Politiques agricole et le Développement rural'. Bien qu'il s'agisse d'un programme de recherche direct concurrentiel, il crée tout de même un certain niveau d'engagement au moyen de son processus servant à établir des priorités de recherche et susciter le partage d'information. Les organes consultatifs actifs dans ce processus comprennent des intervenants du milieu, des membres de la communauté universitaire et des chercheurs en politique de l'Université de Guelph. Ce réseau d'organismes consultatifs assure une orientation stratégique à long terme pour l'élaboration d'un programme de recherche et d'identification des priorités de recherche émergentes à court terme. Le programme comporte en outre un volet chargé de la mobilisation du savoir. De toute évidence, l'engagement à l'étape de la détermination des priorités suppose la disponibilité de ressources pour réunir les gens, synthétiser les échanges et formuler des priorités stratégiques, ce qui n'est que le début du processus. Disposer d'un jeu de priorités, peu importe leur pertinence, n'assure pas pour autant qu'une recherche sera menée sur ces enjeux. Des priorités stratégiques peuvent, certes, inciter quelques chercheurs à centrer leurs efforts dans ces domaines, mais il ne s'agit pas là d'une obligation d'agir en ce sens. Il faudra d'importants investissements pour arriver à réaliser de la recherche en politique sur des priorités stratégiques.

La Synthèse du Savoir et la Mobilisation nécessiteront aussi de sérieux investissements si l'on tient à des améliorations tant qualitatives que quantitatives au chapitre de ces activités.

Il importe d'identifier les participants qui seront en mesure de réunir ces groupes ou sous-groupes en qualité de partenaires égaux dans le cadre d'un événement neutre. La question qui se pose est la suivante, à savoir si l'ICPA pourrait assumer un tel rôle en 'Détermination des priorités' et pour certaines activités de synthèses des connaissances et de mobilisation (SCM).

**TABEAU 2. AIRE D'ENGAGEMENT**



#### IV. CONCLUSIONS

Le présent projet a été rendu possible grâce à la mise en commun de ressources en nature ou financière par AAC et l'ICPA ainsi qu'à la contribution bénévole de participants. Nous avons ainsi créé ensemble un robuste programme de recherche en politiques publiques ainsi qu'une feuille de route en vue d'une stratégie d'engagement résolue. Sa mise en œuvre dépendra des ressources qui lui seront consacrées.

Pour sa part, l'ICPA poursuit son engagement auprès du milieu de la recherche en politiques publiques grâce à certains de ses travaux en lien avec les résultats du Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien de 2015, dont :

- Travaux subséquents sur le capital naturel, son impact sur la productivité et sa valorisation
- Travaux subséquents sur les mesures portant sur l'acceptation sociale
- Un projet pilote en SCM qui servira à réaliser un produit dérivé basé sur un article savant.

L'ICPA songerait aussi à s'associer à des partenaires intéressés dans le but de tenir à jour périodiquement le processus de détermination des priorités.

La mise en œuvre éventuelle, en tout ou en partie, d'un programme de recherche basé sur les priorités stratégiques identifiées dans le cadre du présent processus nécessitera l'engagement soutenu de toutes les parties intéressées.

## **ANNEXE 1 : PARTICIPANTS DES ATELIERS**

**Vic Adamowicz**, Université de l'Alberta  
**Henry An**, Université de l'Alberta  
**Richard Barichello**, Université de la Colombie-Britannique  
**Kara Beckles**, Agriculture et Agroalimentaire Canada  
**Ken Belcher**, Université de la Saskatchewan  
**Ted Bilyea**, Institut canadien des politiques agroalimentaires  
**Peter Boxall**, Université de l'Alberta  
**Derek Brewin**, Université du Manitoba  
**Harvey Brooks**, SaskWheat  
**Ryan Cardwell**, Université du Manitoba  
**Mariellen Chisholm**, Agriculture et Agroalimentaire Canada  
**John Cranfield**, Université de Guelph  
**Brady Deaton**, Université de Guelph  
**Pascal Ghazalan**, Université de Lethbridge  
**Ellen Goddard**, Université de l'Alberta  
**Richard Gray**, Université de la Saskatchewan  
**Getu Hailu**, Université de Guelph  
**Jill Hobbs**, Université de la Saskatchewan  
**Wilf Keller**, AgWest Bio  
**Bill Kerr**, Université de la Saskatchewan  
**Bruno Larue**, Université Laval  
**Chad Lawley**, Université du Manitoba  
**Andréanne Léger**, Agriculture et Agroalimentaire Canada  
**Stavroula Malla**, Université de Lethbridge  
**David McInnes**, Institut canadien des politiques agroalimentaires  
**Eric Micheels**, Université de la Saskatchewan  
**David Rourke**, Institut canadien des politiques agroalimentaires  
**James Rude**, Université de l'Alberta  
**Rakhal Sarker**, Université de Guelph  
**Peter Slade**, Université de la Saskatchewan  
**Stuart Smyth**, Université de la Saskatchewan  
**Dan Sumner**, Université de la Californie, Davis  
**Lota Tamini**, Université Laval  
**Kees (Cornelis) van Kooten**, Université de Victoria  
**Terry Veeman**, Université de l'Alberta  
**James Vercammen**, Université de la Colombie-Britannique  
**Gale Ellen West**, Université Laval  
**Rickey Yada**, Université de la Colombie-Britannique  
**Tülay Yildirim**, Institut canadien des politiques agroalimentaires  
**Emanuel Yiridoe**, l'Université de Dalhousie  
**David Zilberman**, Université de la Californie, Berkeley